



Questions du CDG Environnement et Changement Climatique
Comment atténuer et s'adapter au Changement Climatique en agriculture ?
Proposition de European Coordination Via Campesina

Préambule : Notre organisation ne tient pas à vous présenter quelques exemples d'adaptation ou de lutte contre le Changement Climatique (CC) dans le paysage actuel de l'agriculture européenne et préfère vous présenter le projet global qu'elle défend lequel devrait s'inscrire dans une politique agricole globale de l'EU pour lutter contre ce CC.

Ce projet, déjà mis en œuvre localement par des paysans et des communautés politiques avec le soutien des citoyens européens, est **l'agriculture paysanne** et son corollaire **l'agroécologie** à dimension humaine.

En conséquence nous vous présentons cet exemple d'agriculture qui couvre à lui seul l'ensemble des actions pour la réduction du CC dans l'activité agricole européenne soit:

- pratiques agricoles limitant les consommations d'énergies fossiles directes et indirectes.
- répondre aux besoins réels d'alimentation des populations avec des produits de qualité.
- ne pas être tributaire du marché mondial pour la valorisation de ses productions.

Présentation de notre proposition et réponses aux questions posées dans l'ordre du jour:

Question A - *Pratiques réussies pour atténuer et s'adapter au changement climatique.*

Question B - *A quels problèmes avez-vous dû faire face lors de la mise en œuvre de mesures efficaces visant à la réduction et à l'adaptation? (sur le plan technique, financier, autres ?).*

1° A - Par le développement de l'autonomie de la ferme avec l'échange de semences de fermes d'origines locales nécessitant moins d'irrigation, moins de fertilisants et résistant mieux aux maladies. Donc pas de NBT, pas de semences monotypées et donc coût plus faible avec indépendance d'approvisionnement.

1° B - Législations limitant, voir bloquant l'échange des semences de fermes. Brevet sur des caractères existants naturellement dans des variétés anciennes et qui imposerait le paiement de royalties. Exemple du brevet (EP1812575) sur la tomate Monsanto résistante au Botrytis cinerea qui est un caractère naturel de la variété primitive. Réseaux de commercialisation ne reconnaissant que les variétés végétales d'un catalogue officiel mis en place par l'agro-industrie de la semence.

1°bis A - Autonomie énergétique de la ferme d'élevage à taille humaine (pas une ferme de + de 200 vaches !) avec la méthanisation des effluents pour production de gaz ou d'électricité pouvant être utilisés sur place et de digestats pour les cultures ou bien vendu localement.

1°bis B – Aides financières et bancaires privilégiant les grosses installations alors qu'elles sont les moins rentables. Imposition d'analyses sanitaires qui sont prévues pour les gros méthaniseurs

lesquels collectent des grandes quantités de matières premières provenant d'exploitations très diverses et susceptibles de présenter effectivement des risques sanitaires (déchets urbains et de traitement des eaux).

2° A - Usage d'engrais organiques et de digestats de production locale issus de fermes d'élevages en alimentation principalement herbagère. Donc pas d'engrais de synthèse fabriqués à partir d'hydrocarbures, ou de phosphate transporté sur des milliers de Km, donc réduction des émissions de CO2 et des Nox.

2° B – La législation sur les engrais organiques, fumiers et leurs transports.

3° A - Limitation du labour, semis sur couvert et/ou mécanisation du désherbage permettant de se passer des désherbants. Techniques très utilisées en Agrobiologie. Au final une réduction importante des émissions de GES directs ou indirects.

3° B – Matériels d'un coût relativement élevé et des aides financières inadaptées à ces types de matériels. Les prêts bancaires vont plus facilement vers un gros tracteur pour des grandes cultures surtout s'il est plus gros que le précédent.

4° A – La rotation des cultures. Réduit les intrants et les fertilisants. Lutte contre les parasites et maladies – chrysophèle du maïs, rouille du blé, etc. Variété des cultures répondant mieux au marché local et aux besoins en protéines pour l'alimentation des animaux – cultures de féveroles à la place de protéines importées d'Amérique.

4° B - La Commission Européenne avait bien pris en compte cette nécessité pour l'environnement, la protection des eaux et la réduction des intrants chimiques. Malheureusement ce projet a été vidé de son sens par les applications nationales telles que rotation de cultures limitée et ne concernant qu'une faible partie de la surface cultivée et limité en nombre de variétés dans l'assolement.

5° A - Diversification des cultures en fonction des besoins de la région. Cultures maraichères et arboricoles de variétés adaptées aux caractéristiques du sol et du climat de la région. Pourquoi cultiver en Provence les mêmes tomates qu'au Pays Bas alors que les variétés anciennes locales ont des saisonnalités qui couvrent une large période de culture sans recours aux serres chaudes. En outre très appréciés des consommateurs elles produisent un revenu correct au paysan et supérieur à ceux des produits destinés à la grande distribution.

5° B – Catalogue officiel des semences qui ne reconnait pas la plupart des variétés anciennes de légumes, fruits et céréales. Contraintes administratives et poursuites. Ex. : La répression des fraudes française interdit à des petits maraîchers la vente de plants non-inscrits au catalogue sous peine d'amendes et de saisie des produits.

Par toutes ces pratiques **l'agriculture paysanne** montre qu'elle répond entièrement aux impératifs de réductions du changement climatique, contrairement à certains choix politiques de la Commission européenne qui tendent à favoriser l'industrialisation de l'agriculture. Cette agriculture, par l'hyper-mécanisation, la robotisation, la concentration de la production animale (multiplication des fermes usines), le libre échange mondialisé avec toujours plus de transport, l'accaparement des terres pour la production d'agro-carburants, est le principal émetteur de gaz à effet de serre de l'agriculture.

Question C - *Les instruments de l'Union européenne (Développement Rural, politique de cohésion, etc...) soutiennent-ils assez les mesures respectueuses du climat ?*

Nous considérons que ces instruments n'avaient pas comme but premier de favoriser les actions permettant de lutter directement contre le CC ou de s'y adapter mais plutôt de répondre aux

déséquilibres économiques sociaux et environnementaux provoqués par les PAC précédentes. Ces instruments, plus ou moins bien employés par les Etats Membres(EM), ont pu dans certains cas, en particulier le 2^{ème} pilier, favoriser la politique agricole que nous défendons, mais les conséquences de l'application par les EM des instruments du 1^{er} pilier les ont finalement limités si ce n'est annulé.

Pour exemple :

L'application limitée de la convergence qui a fragilisé financièrement les petites fermes, et particulièrement l'élevage herbagé, en favorisant la concentration des exploitations de type mono culture et les élevages industriels.

La MAE détournée de ses objectifs par sa complexité qui oblige à une gestion administrative impossible à réaliser pour les petites fermes à faible revenu et personnel réduit avec pour conséquence la perte des compensations financières.

Question D : *Quel serait votre conseil pour débloquer le potentiel des mesures respectueuses du climat ?*

Transformer le 1^{er} pilier de la PAC en remplaçant le paiement à la surface par le paiement au nombre d'UTH.

Renforcer la rotation des cultures et le nombre de cultures concernées sur la totalité de l'exploitation.

Supprimer les aides financières aux cultures énergétiques dont la production s'avère plus génératrice de GES que les hydrocarbures qu'elle remplace comme l'a montré la dernière étude de la Commission.

Appliquer intégralement le CASI dans l'évaluation des émissions de GES.

Renforcer les aides à la production nationale de protéines végétales.

Favoriser les pratiques n'utilisant pas de fertilisant de synthèse. Nous rappelons que la production d'engrais de synthèse est un des plus gros émetteurs de GES de l'agriculture.

Mettre en place des mesures soutenant les prix du lait et de la viande pour le maintien de l'élevage herbagé. Les prix très bas ont entraîné l'abandon de l'élevage et en conséquence les prairies ont été labourées provoquant une émission importante de GES alors que la prairie était un puits de carbone.

European Coordination Via Campesina

Rédigé par Georges Baroni – Membre de la Confédération paysanne

25 mai 2016